



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L' AISNE

Direction départementale des territoires

Laon, le

18 SEP. 2012

Service de Environnement

Unité Installations Classées pour  
la Protection de l'Environnement, déchets

Nos réf. : 10189V-1 0628

Vos réf. :

Affaire suivie par : Gaëlle Morel

gaelle.morel@aisne.gouv.fr

Tél. 03.23.24.65.45 – Fax : 03.23.24.64.01

Courriel : ddt@aisne.gouv.fr

Le Directeur départemental des territoires,  
à

VALOREM

LE HAUT BOSQUET ENERGIES

à l'attention de Monsieur le Directeur

213 Cours Victor Hugo

33323 BEGLES CEDEX

### Objet : Dossier de Demande d'autorisation

Monsieur le Directeur,

J'accuse réception de votre complément de demande d'autorisation, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, déposée le 18 septembre 2012 en 4 exemplaires portant sur la demande d'autorisation d'exploiter 5 éoliennes du projet éolien du PLATEAU DE HAUTION sur les communes de HAUTION, LA VALLEE AU BLE et VOULPAIX.

Je transmets ce dossier à l'inspecteur des installations classées de l'unité territoriale de la DREAL- 12 rue Charles Picard- 02100 SAINT-QUENTIN auprès duquel vous pourrez obtenir toutes précisions utiles sur l'affaire qui vous intéresse.

Le présent accusé de réception ne préjuge en rien de la régularité de cette installation ni de la délivrance d'un récépissé de classement ou d'un arrêté préfectoral d'autorisation qui reste subordonnée aux dispositions du code de l'environnement.

Il est délivré sous réserve des droits des tiers et des dispositions des plans d'urbanisme et ne vous dispense pas de l'accomplissement des formalités légales pouvant être exigées par d'autres services ou administrations.

Ma décision interviendra, en principe, dans un délai de trois mois à compter du jour de réception par la préfecture ou sous-préfecture du dossier d'enquête publique. En cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, j'aurais toutefois la faculté d'en fixer un nouveau.

Je vous signale dès à présent, que dans la mesure où, le moment venu, vous vous estimeriez lésé par ma décision, vous auriez la possibilité, dans un délai maximum de deux mois à compter de sa notification, d'en demander l'annulation au Tribunal administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX 1, par simple lettre adressée directement à son greffe.

Dès que le dossier sera déclaré recevable par l'inspecteur des installations classées, je vous demanderai de déposer des exemplaires supplémentaires dont le nombre exact vous sera précisé afin de lancer l'instruction de la demande. Je vous propose d'ores et déjà d'envisager le dépôt des dossiers sur support papier pour l'enquête publique et sur CD-ROM pour les consultations administratives. Les documents devront être sous format PDF, les plans sous format JPG. Chaque plan ou figure ne devra pas excéder une taille de 5 Mo. Le CD-ROM devra comporter un sommaire précis permettant de trouver aisément les différentes pièces du dossier.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Par absence

Le responsable de  
l'unité prévention des risques

Henri VASSEUR